

# Situation financière de l'Assurance chômage

Prévision pour les années 2017 et 2018



28 février 2017

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2017 et 2018. Cette prévision repose sur les hypothèses de croissance et d'inflation du Consensus des économistes du mois de février 2017 et sur les politiques publiques d'emploi connues à ce jour (contrats aidés, Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, pacte de responsabilité, plan d'urgence, plans de formation des demandeurs d'emploi). Elle est faite à réglementation constante.

Les dépenses et recettes connues s'arrêtent à décembre 2016.

## A. Prévisions économiques et financières

### 1. Croissance

En 2016, la croissance est plus faible qu'attendu et atteint +1,1 % en moyenne annuelle alors que l'inflation constatée est de +0,2 %.

L'indicateur synthétique du climat des affaires, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité, progresse globalement depuis juin 2016, au-dessus de sa moyenne de long terme, suggérant une amélioration des **perspectives d'activité** en France.

Le Consensus des économistes de février a légèrement revu ses prévisions de **croissance** pour 2017 (+0,1 point) et 2018 (-0,1 point) par rapport à sa prévision de septembre. Le PIB progresserait ainsi de +1,3 % en 2017 et de +1,4 % en 2018. L'inflation augmenterait quant à elle de +1,3 % en 2017 et 2018. La prévision financière de l'Unédic s'appuie sur ce Consensus.

### 2. Emploi affilié et contributions d'Assurance chômage

Sur l'ensemble de l'année 2016, +218 000 **emplois affiliés à l'Assurance chômage**<sup>1</sup> seraient créés.

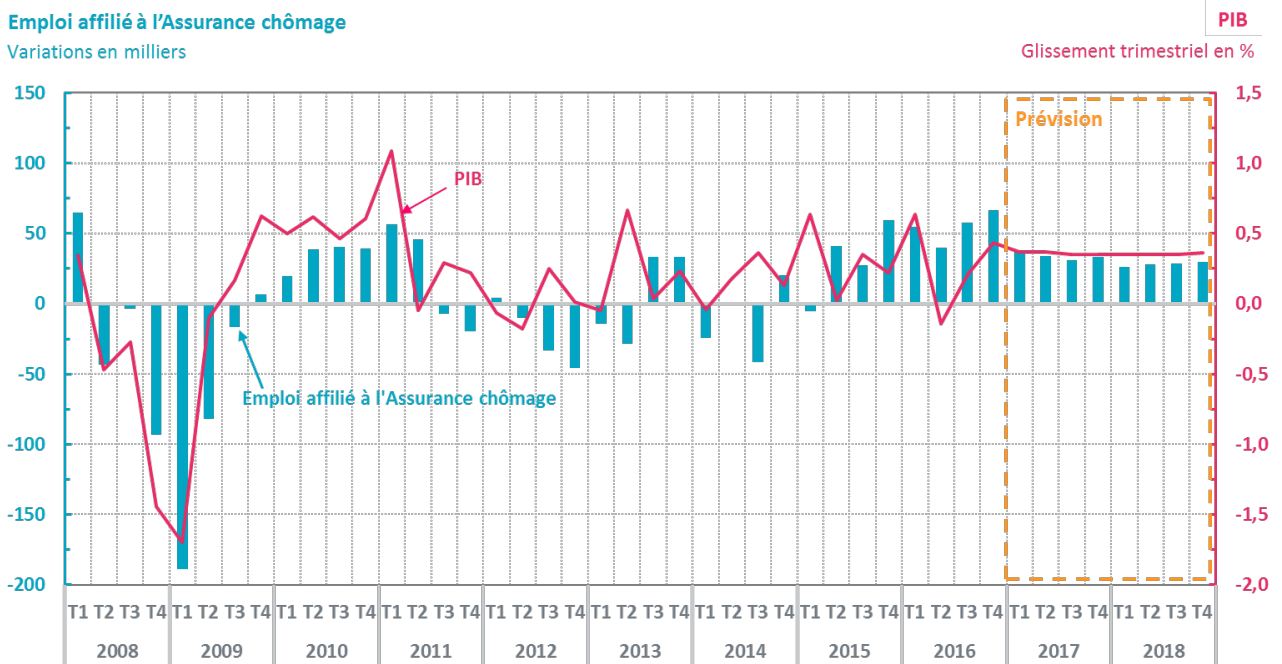
En 2017, les créations d'emploi affilié à l'Assurance chômage seraient moins nombreuses, en lien avec la croissance et un ralentissement des effets du plan d'urgence (« prime embauche PME ») et des politiques publiques de baisse de charges aux entreprises (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, pacte de responsabilité). Elles seraient toutefois soutenues par une productivité du travail peu dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2017, +135 000 emplois affiliés seraient créés. Cette tendance se poursuivrait en 2018 (+113 000 postes).

La progression du salaire moyen par tête (SMPT) serait de +1,5% en 2017 et de +1,8 % en 2018, après +1,4% en 2016, compte tenu de la reprise de l'inflation.

<sup>1</sup> Estimations de l'Unédic à partir des données de l'Insee d'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles.

En lien avec les évolutions de l'emploi et du SMPT, la **masse salariale** progresserait de +2,5 % en 2017 et 2018, après +2,4 % en 2016. L'évolution du montant des **contributions d'Assurance chômage** dépend de celle de la masse salariale : elle serait ainsi de +2,5 % en 2017 et 2018.

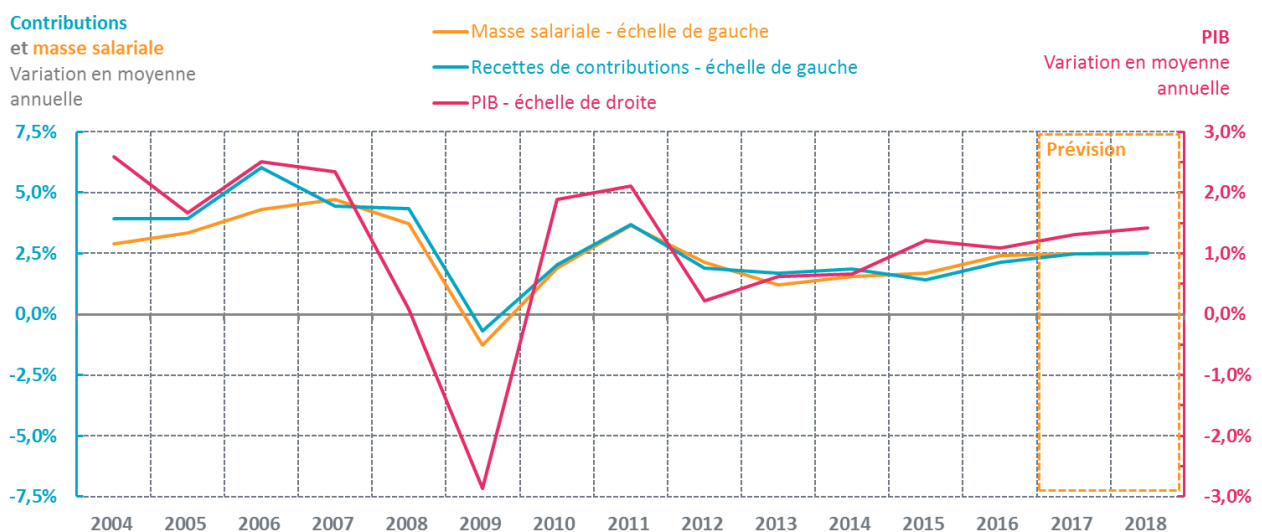
**Graphique 1 - Prévission de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage**



Sources : Insee, Pôle emploi, estimations et prévisions Unédic.

Champ de l'emploi affilié à l'Assurance chômage : France métropolitaine, données cvs.

**Graphique 2 - Prévission de croissance, de masse salariale et de contributions d'Assurance chômage**



Sources : Acoess, Insee, Unédic, prévisions Unédic.

Champ de la masse salariale : France entière - le champ est celui de l'Acoess, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

### 3. Chômage

Le taux de **chômage au sens du BIT**<sup>2</sup> mesuré par l'Insee s'élève à 9,7 % en France métropolitaine fin 2016, soit une baisse de -0,2 point par rapport à fin 2015 (9,9 %).

En 2017, l'emploi total serait soutenu par des créations de postes dans les secteurs marchands, tandis que les effectifs d'emplois non marchands diminueraient en lien avec le ralentissement du nombre d'entrées en contrats aidés. L'emploi total progresserait alors légèrement moins vite que la population active et le taux de chômage s'établirait à 9,8 % fin 2017. En 2018, sous l'hypothèse d'un maintien du nombre d'entrées en contrats aidés au même niveau qu'en 2017, le chômage au sens du BIT évoluerait peu (taux de 9,8 % fin 2018).

Le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a baissé de -107 000 en 2016. En 2017 et en 2018, il suivrait la même évolution que le chômage au sens du BIT : +47 000 personnes en 2017 et +38 000 en 2018.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tout en ayant exercé dans le mois une activité rémunérée (catégories B et C) a progressé de +105 000 personnes en 2016. Dans un contexte d'amélioration du marché du travail, cette hausse se poursuivrait à un rythme toutefois ralenti : respectivement +32 000 et +50 000 personnes en 2017 et en 2018.

### 4. Chômage indemnisé et dépenses d'allocation

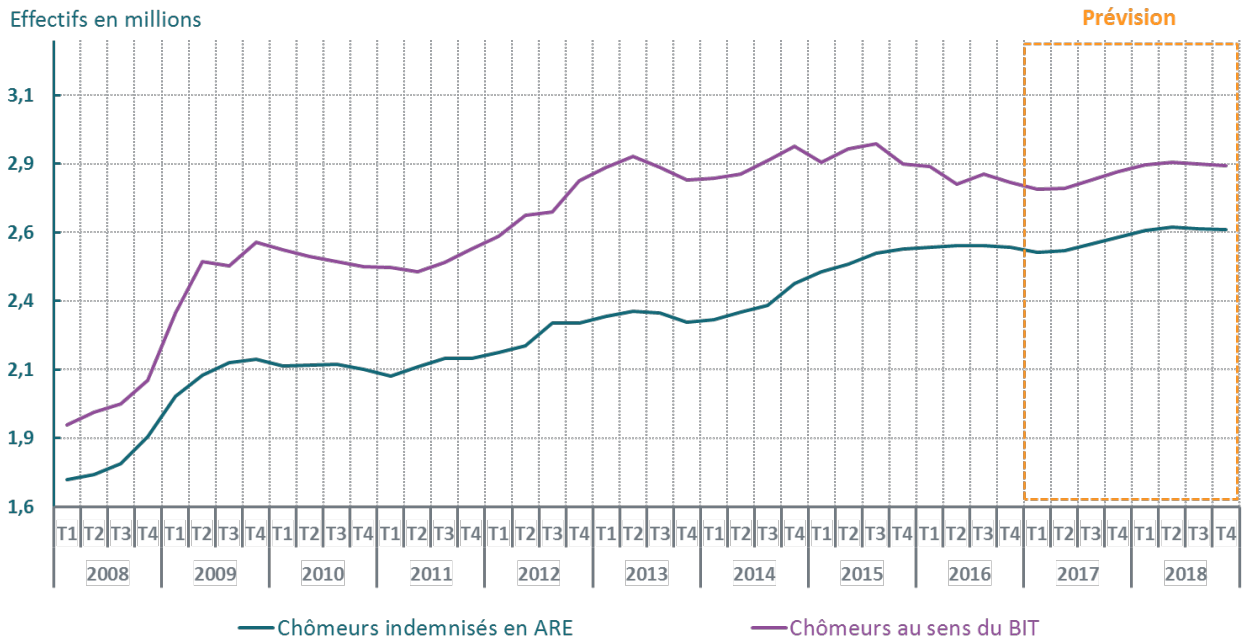
Sur l'année 2016, le **chômage indemnisé par l'Assurance chômage** (allocation d'aide au retour à l'emploi ou ARE) serait quasiment stable (+7 000 personnes). Ceci est la conséquence d'une baisse du nombre d'inscrits à Pôle emploi compensée par les rechargements de droits d'indemnisation mis en place par la convention d'Assurance chômage de 2014. Le chômage indemnisé progresserait légèrement en 2017 et en 2018, respectivement de +37 000 et +25 000 personnes, en lien avec la hausse des inscriptions sur les listes de Pôle emploi.

Les **dépenses d'allocation (ARE)** dépendent du chômage indemnisé en moyenne annuelle qui peut être différent du niveau de fin d'année. En effet, le chômage indemnisé serait quasiment stable, en moyenne annuelle, en 2017 du fait de son profil d'évolution infra-annuel : il baisserait jusqu'à mi-2017, puis remonterait au deuxième semestre. L'augmentation en moyenne annuelle serait ensuite de +2,5 % en 2018. Au final, les dépenses en ARE progresseraient de +0,4 % sur 2017 et +3,8 % sur 2018.

---

<sup>2</sup> Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents. Le Bureau International du Travail définit un chômeur comme une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

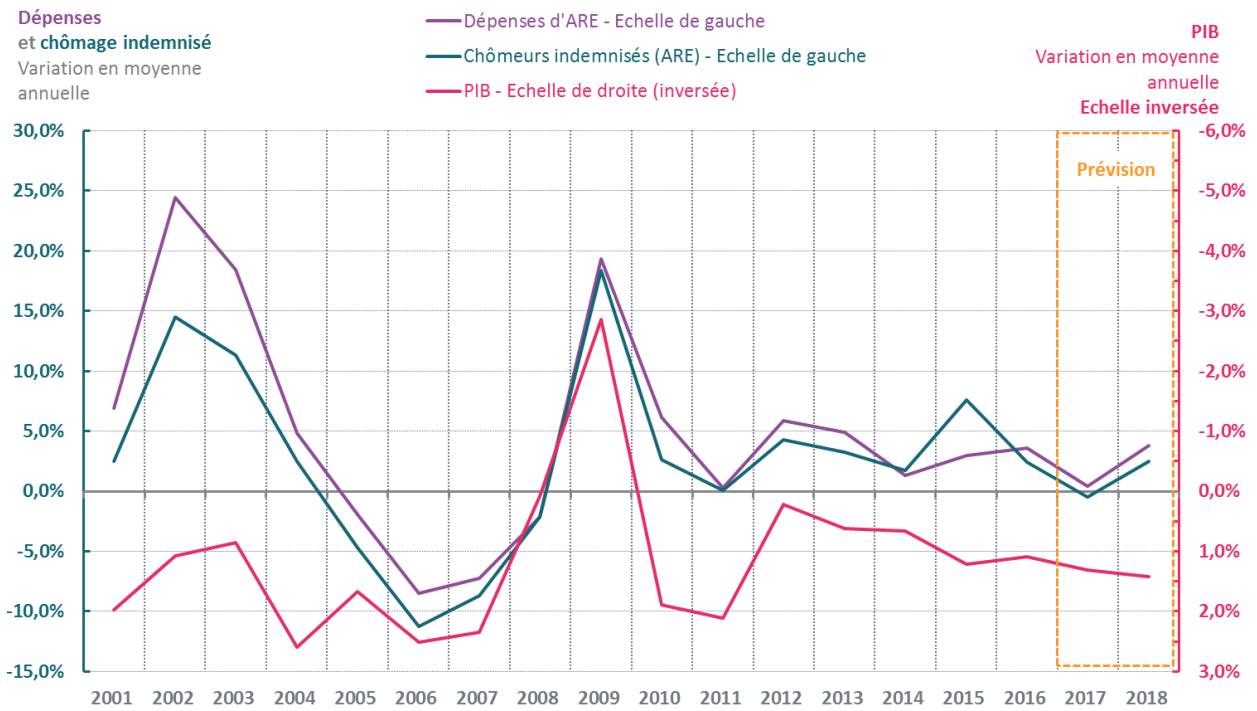
**Graphique 3 - Prédiction de chômage au sens du BIT et chômage indemnisé par l'Assurance chômage**



Sources : Insee, Pôle emploi, prévisions Unédic.

Champs : chômage au sens du BIT sur France métropolitaine, chômage indemnisé en ARE sur France entière, données cvs.

**Graphique 4 – Evolutions de croissance, de chômage indemnisé et de dépenses d'allocation**



Sources : Insee, Pôle emploi, Unédic, prévisions Unédic.

Champ du chômage indemnisé en ARE : France entière, données cvs.

Tableau 1 - Principales évolutions économiques

	2016 Estimation	2017 Prévision	2018 Prévision
<b>Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage</b> <i>(évolution en moyenne annuelle)</i>			
<b>PIB</b>	<b>+1,1%</b>	<b>+1,3%</b>	<b>+1,4%</b>
Indice des prix à la consommation	+0,2%	+1,3%	+1,3%
Emploi total	+0,7%	+0,6%	+0,3%
<b>Emploi affilié à l'assurance chômage</b>	<b>+1,1%</b>	<b>+1,1%</b>	<b>+0,7%</b>
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	+1,4%	+1,5%	+1,8%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	+2,4%	+2,5%	+2,5%
Taux de chômage BIT	+9,7%	+9,79%	+9,82%
<b>Chômeurs indemnisés par l'assurance chômage (ARE)</b>	<b>+2,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>+2,5%</b>
<b>Emploi, Chômage (niveau en fin de période CVS)</b>			
Emploi total	26 964 000	27 022 000	27 156 000
Emploi affilié à l'assurance chômage	16 782 000	16 917 000	17 030 000
DEFM A (demandeurs d'emploi en catégorie A)	3 473 000	3 520 000	3 558 000
DEFM catégories B, C	2 003 000	2 035 000	2 085 000
Dispensés de recherche d'emploi	7 000	3 000	1 000
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	5 483 000	5 558 000	5 644 000
Chômeurs indemnisés par l'assurance chômage (ARE)	2 546 800	2 584 100	2 608 900
<b>Emploi, Chômage (variation sur la période)</b>			
Emploi total	+224 000	+58 000	+134 000
<b>Emploi affilié à l'assurance chômage</b>	<b>+218 000</b>	<b>+135 000</b>	<b>+113 000</b>
DEFM catégorie A	-107 000	+47 000	+38 000
DEFM catégories B, C	+105 000	+32 000	+50 000
Dispensés de recherche d'emploi	-9 000	-4 000	-2 000
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	-11 000	+75 000	+85 000
<b>Chômeurs indemnisés par l'assurance chômage (ARE)</b>	<b>+7 000</b>	<b>+37 000</b>	<b>+25 000</b>

Sources : Insee, Pôle emploi, Dares, Acoiss, prévisions Unédic.

Champs :

Emploi total, emploi affilié, chômage BIT et DEFM : France métropolitaine, données cvs.

Chômage indemnisé en ARE : France entière, données cvs.

SMPT et masse salariale : France entière, données cvs - Le champ est celui de l'Acoiss, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

## B. Situation financière de l'Assurance chômage

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un **déficit** de -3,6 milliards d'euros en 2017 puis de -3,9 milliards d'euros en 2018.

L'**endettement net** de l'Assurance chômage atteindrait -37,5 milliards d'euros fin 2018.

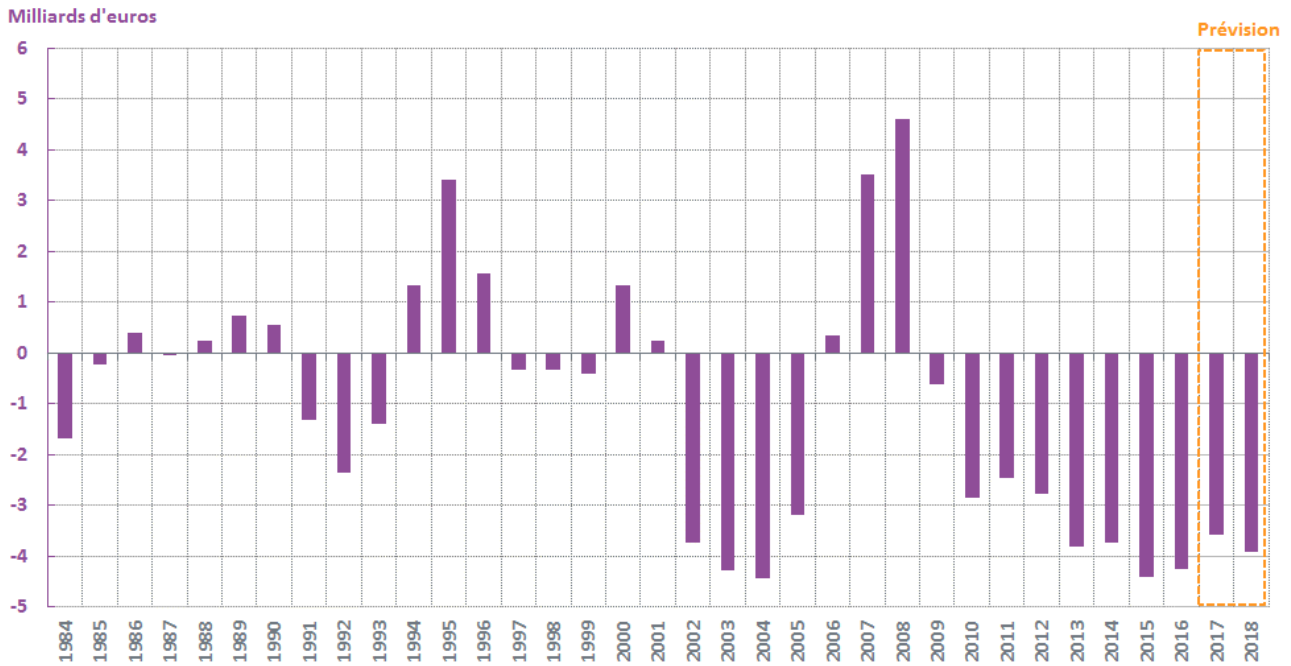
**Tableau 2** - Situation financière de l'Assurance chômage

*En millions d'euros, au 31 décembre*

	<b>2016</b>		<b>2017</b>		<b>2018</b>	
	Estimation		Prévision		Prévision	
<b>Total des recettes</b>		<b>35 146</b>		<b>35 817</b>		<b>36 665</b>
<i>dont contributions et autres recettes d'Assurance chômage</i>	35 064	(+1,8%)	35 817	(+2,1%)	36 665	(+2,4%)
<b>Total des dépenses</b>		<b>39 503</b>		<b>39 464</b>		<b>40 641</b>
<i>dont dépenses allocataires</i>	35 581	(+2,2%)	35 545	(-0,1%)	36 585	(+2,9%)
Solde = Recettes - Dépenses		-4 357		-3 647		-3 976
Éléments exceptionnels		102		70		53
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>-4 255</b>		<b>-3 577</b>		<b>-3 923</b>
<b>Situation de l'endettement net bancaire</b>		<b>-29 985</b>		<b>-33 562</b>		<b>-37 485</b>

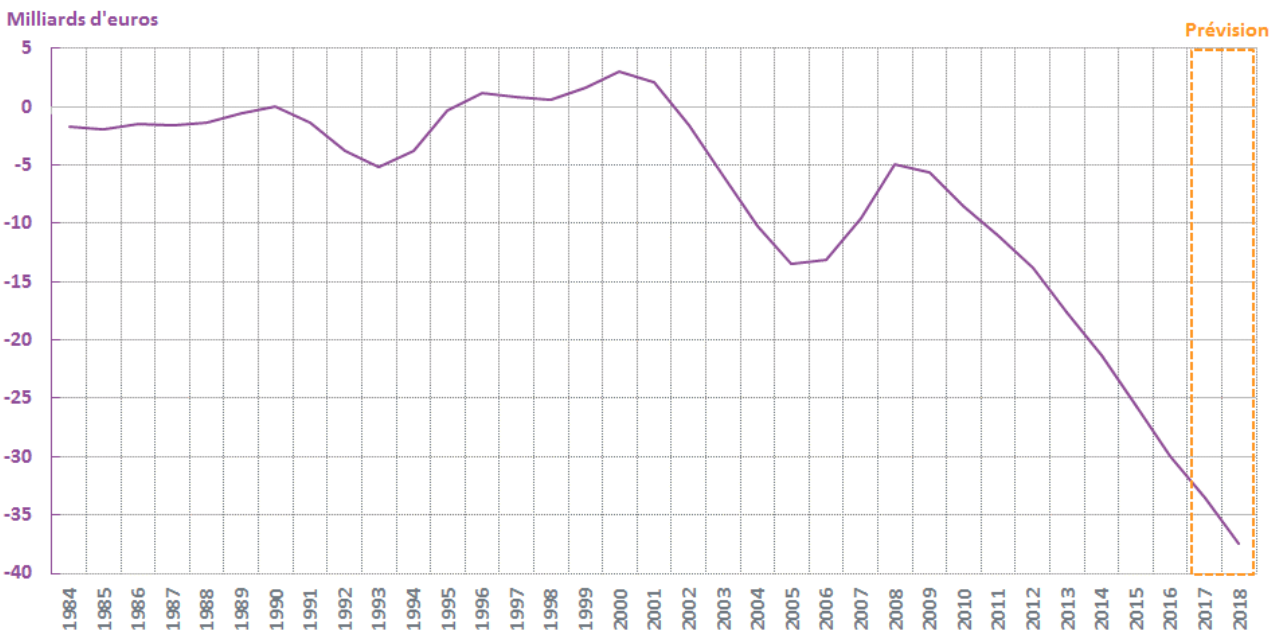
Note : 102 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2016, 70 millions d'euros en 2017 et 53 millions d'euros en 2018 aux titres de la variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières de l'Unédic.

**Graphique 5 – Variation de trésorerie de l'Assurance chômage**



Source : Unédic, prévisions Unédic.

**Graphique 6 – Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre**



Source : Unédic, prévisions Unédic.

**Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée**

En millions d'euros, au 31 décembre

	<b>2016</b> Estimation	<b>2017</b> Prévision	<b>2018</b> Prévision
<b>Contributions et autres recettes d'Assurance chômage</b>	<b>35 064</b>	<b>35 817</b>	<b>36 665</b>
Contributions	34 091	34 941	35 820
Conventions diverses, y compris UE	370	291	278
Participation entreprise CSP	603	585	568
<b>Autres produits</b>	<b>82</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total recettes</b>	<b>35 146</b>	<b>35 817</b>	<b>36 665</b>
<b>Dépenses allocataires</b>	<b>35 581</b>	<b>35 545</b>	<b>36 585</b>
<b>Allocations brutes</b>	<b>32 775</b>	<b>32 924</b>	<b>33 919</b>
ARE / AREF	32 197	32 605	33 670
CSP, y compris équivalents ARE	1 553	1 335	1 298
Indus, avances et acomptes	-980	-1 021	-1 054
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
<b>Aides</b>	<b>726</b>	<b>642</b>	<b>626</b>
Aides à la reprise et création d'entreprise	512	489	471
Autres aides (prime CSP, aide fin de droit, ...)	214	153	155
<b>Prélèvements sociaux</b>	<b>-1 946</b>	<b>-1 974</b>	<b>-2 038</b>
Caisses de retraite complémentaire	-1 349	-1 361	-1 406
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-597	-612	-632
<b>Reversements et compléments</b>	<b>4 026</b>	<b>3 952</b>	<b>4 079</b>
Caisses de retraite complémentaire (dont précomptes)	3 434	3 346	3 452
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	592	606	626
<b>Dépenses autres publics</b>	<b>64</b>	<b>77</b>	<b>77</b>
Activité partielle, allocation partielle de longue durée (APLD)	64	72	72
Autres	0	5	5
<b>Financement et frais de gestion opérateurs</b>	<b>3 419</b>	<b>3 440</b>	<b>3 508</b>
10% Pôle Emploi	3 301	3 348	3 419
Autres (accompagnement CSP, recouvrements)	118	92	89
<b>Frais de gestion et décaissements sur immobilisations</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>35</b>
<b>Intérêts sur emprunts</b>	<b>403</b>	<b>370</b>	<b>436</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>39 503</b>	<b>39 464</b>	<b>40 641</b>
<b>SOLDE = RECETTES - DÉPENSES</b>	<b>-4 357</b>	<b>-3 647</b>	<b>-3 976</b>
<b>Éléments exceptionnels</b>	<b>102</b>	<b>70</b>	<b>53</b>
<b>Variation de Trésorerie</b>	<b>-4 255</b>	<b>-3 577</b>	<b>-3 923</b>
<b>Situation de l'Endettement net bancaire</b>	<b>-29 985</b>	<b>-33 562</b>	<b>-37 485</b>

Note : 102 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2016, 70 millions d'euros en 2017 et 53 millions d'euros en 2018 aux titres de la variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières de l'Unédic.